

Cible

Putsch

Chef de parti, premier ministre ou candidat à la Présidence, Jacques Chirac a bien rarement suscité notre approbation: réduction de l'héritage gaullien, ralliement de circonstance à l'idéologie du marché, méconnaissance de la société, démagogie outrancière, convictions fluctuantes sur trop de sujets - telles ont été les principales critiques que nous avons adressées au président du RPR.

Cette opposition n'a jamais été conçue de manière négative: effet d'une déception quant à la manière d'assumer une tradition qui nous est proche, elle n'a cessé de contenir l'espérance d'une transformation fidèle aux principes gaulliens.

Notre attitude et notre espoir nous rendent évidemment étrangers à la conjuration des cyniques qui tente de prendre le pouvoir au RPR. L'alliance de Charles Pasqua et de Philippe Seguin est l'effet de la pure ambition - qui les séparera un jour ou l'autre. Son seul objectif est la conquête d'un appareil, et non le renouvellement d'une tradition. Il est normal que nous en souhaitions l'échec.

PAYS DE L'EST

Le retour de l'Histoire



Avenir

Les immigrés dans la Cité

(p. 3)

Cuba

Quel avenir pour Castro ?

(p. 4)

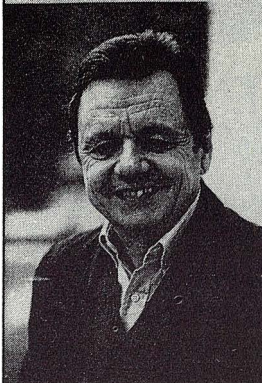
M 2242 - 529 - 13,00 F



Cité

N° 21 - 35 F

Revue de la Nouvelle Citoyenneté



Dossier
1789
■
François FURET

Vient de paraître !

Au sommaire du N° 21 de Cité :

Dossier REVOLUTION 1789

- Entretien avec François FURET
- Colloque «Célébrer 1789» avec les interventions de Blandine Barret-Kriegel, Jacques Solé et Lucien Sfez
- Les prémices de la Révolution en Limousin
- L'opinion avant la Révolution
- Evénements méconnus de la Révolution
- Burke et la représentation nationale
- David, l'Art et la Révolution

CHEMINS DU MONDE

- Images des Seychelles
- Notes sur les Etats-Unis

Le numéro 35 F mais il est encore mieux de s'abonner !

La mémoire courte

Je tiens à vous livrer quelques réflexions après les événements qui se sont passés en Roumanie et qui semblent avoir sorti les Français de leur apathie malheureuse habituelle:

La classe politique et les médias se sont disputés avec ridicule pour savoir pourquoi personne n'avait dit la vérité sur le régime de Ceaucescu. On a juré que jamais telle chose ne devrait se reproduire. On a la mémoire courte: avant 1939, qui a cru ceux qui dénonçaient, preuves à l'appui, la barbarie nazie ? Il nous fallut plus de soixante ans et surtout Soljenitsyne pour qu'en Occident on comprenne que le communisme n'est rien d'autre - hélas ! - qu'un régime terroriste, au même titre que celui d'un Pinochet, d'un Duvalier, d'un Amin Dada ou d'un Khomeiny.

Doit-on rappeler la sollicitude, voire la moquerie hautaine avec laquelle les médias - et d'autres - regardaient ceux qui, dès 1975, dénonçaient le génocide Khmer ? Qui parle encore aujourd'hui de ce qui se passe au Laos ? Et pourtant...

Riant, un député a posé la question au Premier Ministre de

savoir s'il trouvait normal que l'équipe de France de rugby puisse jouer régulièrement contre la Roumanie alors qu'on lui interdit d'aller en Afrique du Sud...

L'attitude des médias est choquante lorsqu'elle fait croire au public français qu'avant Ceaucescu, il y avait... on ne sait trop quoi, sans doute plus de liberté. Faux et scandaleux ! Depuis 1944, la Roumanie est sous la botte communiste. Interrogeons les exilés sur ce point, interrogeons le roi Michel Ier.

Justement, pourquoi un silence quasi général sur le recours que sera peut-être Michel de Roumanie ? A part «Match», le «Fig-Mag» et quelques autres, personne ne parle de ce qu'il représente aux yeux de la plupart des Roumains: l'esprit de résistance, la liberté... Doit-on rappeler à nos amnésiques de service les luttes très dures que le roi a livrées avec l'appui du peuple roumain pour tenter d'empêcher la mainmise sur l'Etat par les communistes ? Jusqu'au début 1947, il a du batailler et se retirer sous le chantage de la terreur et de la menace de représailles sur le peuple.

On nous dit que l'Europe est libre. Et l'Albanie ? On est en train de refaire le même "coup" du silence et de l'ignorance avec ce pays où le peuple est écrasé et opprimé depuis 45 ans. Il faut savoir qu'à l'heure actuelle, il y a plus d'Albanais en exil que dans le pays. Le jour où ce pays aura retrouvé la liberté - on peut rêver - on nous dira encore qu'on ne le savait pas...

Enfin il y a cette idée scandaleuse qui consiste à mélanger liberté et capitalisme. On nous dit partout que le capitalisme l'a emporté sur le communisme. C'est faux ! Liberté et capitalisme ne vont pas forcément de pair. Demandez aux chômeurs ce qu'ils en pensent. Quand cessera-t-on de nous faire croire que la liberté c'est uniquement pouvoir acheter ou vendre n'importe quoi, n'importe comment ? Il existe aux Etats-Unis un certain Francis Fukuyama qui explique que pour lui le débat sur les idées politiques est clos définitivement, puisque le libéralisme s'est imposé dans les pays de l'Est. Il s'agirait de la forme finale du genre humain.

Marc DESAUBLIAUX

royaliste

SOMMAIRE: p. 2: La mémoire courte - p.3 : Pour le droit de vote - Hérouville l'accueillante - p.4: A Cuba, quel avenir pour Castro ? - p.5: L'Atlantisme nouveau - 6-7 : Le retour de l'Histoire - p.8 : Maisons royales d'Europe - Révolution en Bourgogne - p.9 : Vers l'Etat universel homogène ? - p.10 : Lettre ouverte - Cocteau - p.11 : Action royaliste - p. 12 : Editorial : Vent d'Est.

REDACTION-ADMINISTRATION
17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris
☎(1) 42.97.42.57
Dir. de la publication: Yvan AUMONT
Comm. Parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (75 F), six mois (140 F), un an (220 F), soutien (350 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM: Prénom:

Adresse:

Profession: Date de naissance

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Intégration

Pour le droit de vote

En se prononçant pour le droit de vote des résidents étrangers aux élections locales, Pierre Mauroy a pris une initiative qui mérite d'être saluée.

Notre sévérité à l'égard du Parti socialiste est notoire, mais jamais systématique. Et si les critiques sont vives, l'approbation, lorsqu'elle a lieu d'être, est exprimée sans arrière-pensées. Tel est le cas, en ce qui concerne les récentes déclarations de Pierre Mauroy sur la question passionnelle du vote des résidents étrangers aux élections locales.

Ces déclarations sont remarquables à plusieurs titres. D'abord parce qu'elles donnent, courageusement, un projet positif et conforme à sa vocation à un Parti socialiste qui barbote depuis trop longtemps dans une pensée marécageuse - de la vase au fond, des rives imprécises, des herbes filandreuses qu'on appelle « motion de congrès ». Ensuite parce que cette prise de position est mûrement réfléchie. Il y a un an, Pierre Mauroy confiait en privé ses réticences à l'égard du droit de vote, non par xénophobie, mais parce qu'il continuait de confondre, très classiquement, la nationalité et la citoyenneté.

Bien sûr, tout le monde n'est pas d'accord, et il y a même, dans la classe politique et dans l'opinion, une majorité hostile à ce projet. Opposition de Jacques Chirac, toujours pendu aux basques du Front national, des éléments les plus jacobins du Parti socialiste, d'une partie de la droite libérale. Cela sans oublier la prudence du gouvernement, ou plus précisément ses réactions dilatoires qui ne sauraient surprendre.

Le propre des projets d'avenir est souvent de susciter des oppositions passionnées avant qu'ils aient fait la preuve de leur pertinence et de leur



nécessité. Tel est le cas du droit de vote des étrangers aux élections locales, qui constituera un puissant facteur d'intégration des populations immigrées, qui obligera les candidats à s'intéresser aux quartiers où vivent les exclus Français et immigrés, et qui réduira peu à peu les discours xénophobes.

Sans doute faudra-t-il encore du temps pour que ce projet soit compris et accepté. Après la campagne du collectif « 89 pour l'égalité », un nouvel effort est maintenant entrepris par la Ligue des Droits de l'Homme, SOS Racisme et de nombreuses organisations - dont la Nouvelle Action royaliste. Un rassemblement de traditions diverses auquel chacun s'est habitué mais qui continue d'avoir sa force symbolique et qui démontrera une nouvelle fois son efficacité.

Yves LANDEVENNEC

L'Anti-Dreux

Hérouville l'accueillante

« Aucun privilège pour les étrangers, mais des politiques accueillantes à l'intégration ». Depuis près de vingt ans, le socialiste François Geindre se bat contre toute exclusion dans sa ville. Et ça marche...

Aux portes de Caen, Hérouville et son urbanisme d'avant-garde qui ne choque plus guère ses 25.000 Normands « purs souche ». Pas plus qu'ils ne sont effrayés par leurs 3.000 voisins de paliers... résidents étrangers. Soit près de 10% de la population, répartis en 74 communautés différentes ! Alors, ne parlez surtout pas de « seuil de tolérance » à François Geindre... L'intégration, il connaît...

Depuis décembre 78, une commission extra-municipale « immigrés » (1) se réunit chaque mois pour aborder les sujets qui touchent « ces citoyens à part entière ». Telle l'éducation: une classe d'initiation au français, une autre d'alphabétisation pour les adolescents « primo-arrivants », pour les femmes; des cours d'apprentissage des langues d'origine ont vu le jour. L'oubli des traditions culturelles n'est pas de mise: un fond de littérature et de musique étrangères, un ciné qui projette régulièrement des films en V.O. propres à la vie d'une ethnie. Une mosquée et une pagode permettent la prière. Cette volonté de vivre ensemble se manifeste lors de la Fête annuelle des communautés qui réunit toujours plus de 5000 visiteurs. Dans les ateliers publics d'urbanisme du Grand-Parc - 25% d'immigrés aussi -, chacun est venu donner son avis

sur la rénovation du quartier.

Le vote des immigrés ? « On est en train d'étudier les modalités... » Voilà François Geindre, membre du tout jeune Comité pour l'intégration, prêt à emboîter le pas de Cerisay (Deux-Sèvres), de Mons-en-Barœul (Nord) où siègent déjà des élus associés au conseil municipal...

Quelques chiffres sans commentaires - Législatives de 86, le FN à Hérouville, 6,1%; dans le Calvados, 7%. Présidentielle de 88, Le Pen à Hérouville, 9,5%; 11,5% dans le reste du département qui ne compte que 4% d'immigrés ! Bien sûr le FN n'a présenté aucun candidat aux dernières municipales...

Arthur MONTHIERRY

(1) La commission est composée de 14 représentants des principales communautés, d'élus et de membres d'associations.

ERRATUM

Dans notre dernier numéro, nous avons confondu deux villes.

C'est à **Mons-en-Barœul**, dans la banlieue lilloise, que le maire socialiste Marc Wolf, ancien du CERES, a introduit la consultation électorale des immigrés, et non à **Marcq-en-Barœul**, également située dans la banlieue lilloise.

3 et 4 février :

CONGRES DE LA N.A.R.

Adhérez pour pouvoir y participer !

Quel avenir pour Fidel Castro ?

Pologne, RDA, Hongrie, Tchécoslovaquie, le moins que l'on puisse dire est que tout ne va pas pour le mieux dans le meilleur des collectivismes possibles. Quelques pays pourtant maintiennent rigides les principes: Albanie, Corée, Cuba... Sur ce dernier pays voici le témoignage d'un de nos amis habitant depuis longtemps l'Amérique latine.

Il est indispensable à mon sens de relativiser les choses. Il ne suffit pas que Fidel Castro ait été encensé par notre intelligentsia depuis trente ans pour le considérer maintenant comme le dernier avatar de Staline. Malgré ses graves atteintes aux droits de l'homme, ses prisons politiques, ses travailleurs forcés, etc., Cuba n'est pas la Tchécoslovaquie, et il faut garder en mémoire les caractéristiques très particulières de la Révolution cubaine: - elle est jeune (trente ans cette année), et ses acteurs font encore partie de la classe d'âge active de la société. Quant aux Cubains, ils ont encore frais dans leur mémoire ce qu'étaient leurs conditions de vie du temps de Batista;

- elle a été spontanée. Ici pas de tanks russes, pas de grand frère dans la pièce d'à côté: l'URSS n'est intervenue qu'après la victoire de la Révolution, lors du blocus des pays occidentaux. Et de nombreux Cubains en gardent une grande reconnaissance pour le peuple soviétique, et une réelle amitié; - elle peut au bout de trente ans présenter un bilan positif par bien des côtés: alphabétisation généralisée, pas de pénurie sévère de biens de consommation, un système de santé gratuit supérieur à celui des autres pays d'Amérique latine...

- enfin il y a la personnalité de Fidel Castro: il faut reconnaître qu'elle n'est pas d'un caudillo ordinaire, et que si l'expression «leader charismatique» a un sens, c'est lui qu'elle décrit.

Quelles que soient ses autres caractéristiques, le «lider maximo» possède au plus haut degré le souci de la satisfaction des besoins matériels de la population. Et bien que pour Fidel, resté par bien des côtés un guerrillero, ces besoins fondamentaux soient plutôt spartiates, il n'en jouit pas moins grâce à cela d'une immense popularité. Popularité qui s'est vue grandie encore par la violence de sa réaction (spontanée ? calculée ?) lors de l'affaire Ochoa, ce général-dealer exécuté pour crime de nomenclaturisme.

Pourtant, à l'heure actuelle, Cuba souffre de deux maladies graves. La première, la plus visible, est une économie en lambeaux, soutenue par une Union soviétique tellement affaiblie elle-même que tout le monde craint qu'un jour elle ne puisse plus acheter le sucre (65% du PNB) à trois fois le cours mondial. Et l'on voit mal par quel miracle, sans un changement profond du système cubain, l'île pourrait guérir de ses maux: cocotiers ou pas, les mêmes causes ont produit les mêmes effets, à Cuba comme en Europe.

Plus grave encore, l'évolution des pays du bloc communiste frappe de plein fouet l'économie cubaine: en se libéralisant, ces pays, principaux fournisseurs de l'île, montent leurs prix. Déjà, les tracteurs hongrois coûtent trois fois plus cher qu'il y a deux ans. Tout indique à Cuba qu'il faut s'attendre à la fois à une diminution considérable des revenus et à un fort renché-



■ Camilo Cienfuegos et Che Guevara, place de la Révolution à La Havane

rissement des importations. Le pays cherche donc désespérément des devises, l'une des principales alternatives étant le tourisme.

Mais pour le moment tout ceci n'est pas encore perçu par la population comme un bouleversement sérieux: s'il existe toujours la «libreta» (carnet de rationnement), il n'y a pas encore de pénurie généralisée. On trouve de tout à Cuba, même si ce n'est pas toujours au bon moment. En outre l'avantage d'un pays à cocotiers est qu'il est moins coûteux d'y vivre: les problèmes de chauffage, d'habillement, etc., sont moins aigus, et l'on n'a pas à se demander comment se passera l'hiver.

L'autre point faible, lui, est plus sérieux et peut-être plus inquiétant pour le régime: il existe un immense besoin d'ouverture, un désir intense de pouvoir sortir du pays librement, une grande soif de liberté. La censure est sévère à Cuba, les rares devises nécessaires pour sortir du pays ac-

cordées au compte-gouttes, et pas à n'importe-qui. La raison fondamentale invoquée à cette suppression des libertés est qu'il faut se maintenir vigilant face à une menace d'invasion armée: les Etats-Unis ne sont qu'à une centaine de kilomètres, et le souvenir de la Baie des Cochons est ravivé à chaque instant, sur les murs des villes, dans les écoles, les journaux, les meetings, partout. Or les Cubains ne croient plus guère à ce croquemitaine, et si le régime a pu tailler à Reagan un costume d'épouvantail fait sur mesure, tant sa personnalité et ses discours collaient au rôle, c'est beaucoup plus difficile avec son successeur: malgré Panama on voit mal Bush lancer une nouvelle tentative de débarquement à La Havane. Plus de risque d'invasion, donc plus de raison de censure.

Ajoutons à cela qu'en ouvrant ses portes au tourisme pour raisons économiques, Fidel a peut-être laissé entrer le loup dans sa bergerie: d'une part les Cubains peuvent recevoir des

L'Atlantisme nouveau

nouvelles qui diffèrent quelque peu de celles publiées par « Granma », le quotidien officiel de l'île (le seul, d'ailleurs), et d'autres part la création d'une « filière touristes », avec magasins en devises, taxis réservés, priorité dans les restaurants, etc. est en train de provoquer un sentiment de rancœur que tous les discours explicatifs ont bien du mal à apaiser.

Alors, quelle évolution ? Tout est prêt pour un assouplissement du régime, que pour le moment Castro rejette, mais qu'il lui faudra bien accompagner s'il veut éviter des troubles sérieux. Le « Chef de l'Armée Rebelle » aura à choisir entre deux de ses crédos les plus

Quelles que soient les circonstances, dans un sens ou en sens inverse, revient la même rengaine. Ligne dure à l'Est, intégrons l'OTAN; désarmement généralisé en Europe, réintégrons l'OTAN. Politique de blocs, intégrons l'OTAN; libération des peuples à l'Est, réintégrons l'OTAN. Europe communautaire à l'Ouest, intégrons l'OTAN; Europe de l'Atlantique à l'Oural, réintégrons l'OTAN. Rapprochement franco-allemand, intégrons l'OTAN; réunification allemande, réintégrons l'OTAN.

Il y a deux ans que l'alerte a été donnée dans ces colonnes contre le retour du vieux débat sur la réintégration de la France dans l'OTAN. Débat biaisé, obscurci, parce que rajeuni et enrichi de nouveaux mélanges de bon grain et d'ivraie, ou si l'on compare au Beaujolais nouveau, de sucre !

Dans ce concert, les propos tenus par le secrétaire d'Etat américain à Berlin (encore ouest) sont les bienvenus dans la mesure où ils renouvellent la question, évitent quelques sentiers battus et traduisent l'orientation européenne de Bush par opposition aux velléités néo-isolationnistes du temps de son prédécesseur. Ils sont une première réponse à nos interrogations formulées dans deux articles récents sous le titre: « une alliance pour quoi faire ? » et « l'OTAN c'est caduc ! » (n°489 et 516).

Ils appellent au moins trois séries de clarifications: par rapport à l'Est, à l'Allemagne et à la CEE.

La rencontre de Malte n'a pas fini d'intriguer, comme tout ce qui touche à la mer - et en l'occurrence la mer fut bien l'acteur principal ! On ne vit jamais une telle unanimité autour de l'Alliance atlantique qu'au sortir de cette tempête méditerranéenne: « le nouvel atlantisme » de Baker était-il prêt avant Malte ? A-t-il été affiné après Malte ? En est-il la conclusion directe ? Ne passe-

t-il au public qu'après avoir été testé d'abord sur Gorbatchev puis sur les seize en commençant par l'Allemagne ? En d'autres termes, est-ce un simple réflexe de conservation des chancelleries face au printemps des peuples (un printemps qui fleurit en hiver) ? Un élément de la conversation à bord du « Maxime Gorki » pourrait prendre quelque sens de ce point de vue: un long débat aurait opposé les deux hommes, Bush parlant de valeurs occidentales, Gorbatchev parlant des valeurs démocratiques, pour caractériser les aspirations des peuples de l'Est. Bush pouvait se permettre de concéder le point à un Gorbatchev qui ne voulait pas en démordre, car pour Bush il n'y a pas de différence, alors que pour Gorbatchev il y en a une. La seule chose qui compte aujourd'hui est de savoir si les Polonais, les Tchèques, les Hongrois, eux, font ou non une différence, s'ils regardent vers l'Occident (Europe occidentale et Etats-Unis confondus) ou vers des valeurs plus intellectuelles qui ne seraient pas automatiquement liées à l'« Occident ». Par voie de conséquence, quelle image donne « notre Alliance » ?

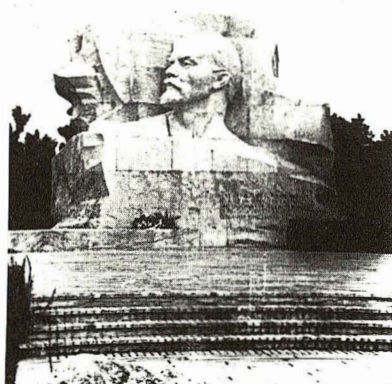
Par rapport à l'Allemagne, l'idée de manœuvre de la diplomatie américaine est attractive dans la mesure où elle est une idée de manœuvre. En posant la question sous la forme: vaut-il mieux une Allemagne dans deux alliances ou une

Allemagne une dans une Alliance atlantique dûment rénovée ? elle a le mérite de ne pas considérer le problème comme résolu: une Allemagne une mais neutralisée, qui est bien entendu la ligne de plus grande pente (1). Plutôt que de se placer dans cette situation où on aurait perdu la bataille et dire comme M. Balladur: « Si la RFA devait choisir de prendre ses distances avec le Pacte, le moment serait venu de renforcer notre participation à l'organisation militaire » (2), l'homme d'action pense à déplacer le champ, à donner crédit à une autre alternative et travailler, comme si le pire n'était pas sûr, à rendre possible ce qui n'est encore qu'improbable, refusant l'interprétation de ceux qui ont décidé une fois pour toutes que la seule et unique motivation des capitales, de Moscou à Washington, à Paris et à Londres, est de contrer l'Allemagne et que la meilleure façon est d'encourager ses démons !

Par rapport à la CEE, celle-ci semble se voir reconnaître le statut de pilier européen de l'Alliance, rêve hier des Jean Monnet et Kennedy, la CEE étant intégrée dans l'OTAN, les Etats-Unis s'introduisant dans la CEE comme le Cheval de Troie. James Baker a le mérite d'ouvrir une autre perspective: « Que les Etats-Unis et la CEE travaillent ensemble pour établir, que ce soit par un traité ou sous toute autre forme, un ensemble nettement renforcé de liens institutionnels » économiques mais aussi politiques à mesure que la Communauté européenne acquerra un rôle plus important en ce domaine. Un traité, le terme exclut une intégration. L'approche est intergouvernementale, sur un pied d'égalité et de pleine capacité internationale. A la faveur de la politique à l'Est, la coopération politique européenne a progressé laissant voir ce que pourrait être une politique étrangère commune et un dialogue global sur ces bases avec Washington si on est réellement prêts là-bas à aller jusqu'au bout de la logique du secrétaire d'Etat. C'était le rêve hier d'un de Gaulle.

Yves LAMARCK

(1) Mais alors il faut refuser d'envisager le désarmement de bloc à bloc, dans le cadre de la CSCE, ce qui est contradictoire dans le propos de Baker.
(2) au « Figaro » du 16 novembre 1989.



■ Le monument Lénine à La Havane.

fondamentaux: sa fidélité à l'idéologie marxiste, qui est sans faille, et son souci du peuple cubain, qui est profond. Bien malin qui peut deviner aujourd'hui laquelle de ces deux facettes de sa personnalité l'emportera.

Quoi qu'il en soit, sans que l'on puisse imaginer une seconde qu'il lui arrive dans l'immédiat les mêmes aventures qu'à Honneker ou Hussak, on peut prédire à Fidel des moments difficiles.

François VILLEMONTAIX

PAYS DE L'EST :

Le retour

Après 45 ans d'éclipse, vient de nouveau le temps où les Européens vont décider eux-mêmes de leur sort (et, par ce biais, du sort du monde également), où ils auront à jouir et à souffrir de leur destin.

Le danger d'une telle situation est évident: la structure figée du clivage Est-Ouest qui ne laissait à l'Europe que la perspective restreinte du développement économique (réussi à l'Ouest, raté à l'Est), était tout de même une structure. Tout pouvait être clair, tout avait sa place univoque dans cette grille de lecture: le bien, le mal, l'amitié, la haine, la liberté et la dépendance. C'est cette structure qui risque, malgré le rituel inchangé des sommets spectaculaires soviéto-américains, d'éclater. L'orage méditerranéen sur les côtes de Malte n'en était que plus symbolique. Eclater pour faire place à quoi ? Personne ne le sait, sauf qu'il s'agira d'une situation complexe et astructurée, aux alliances probablement instables.

Nous aurons d'autant plus besoin d'indications lucides. Or la compréhension de ce qui se passe en Europe centrale et orientale dépend beaucoup dans cette situation astructurée, du point de vue choisi et du registre de lecture utilisé. Ainsi, ce qui s'impose d'abord à nos yeux comme un processus d'effondrement total du communisme, d'émancipation politique des peuples, de démocratisation et de réforme économique, accompagnée par un effort inouï dans la communication sociale, un procès ébauché par l'URSS ou par Gorbatchev en personne, peut être découplé de ce qui se passe en URSS, d'une part, et de la résurrection de l'Europe centrale de l'autre. Et la dynamique en est effectivement différente.

Dans l'histoire contemporaine de Russie, nous assistons

peut-être, sous la pression des mouvements nationalistes et des revendications populaires, à un glissement dangereux du modèle «pierriste» (rapprochement avec l'Occident, modernisation, expansion et réformisme centralisateur dans les traces de Pierre le Grand) vers ce que j'appellerais le «modèle godounovien» (fin de la tyrannie avec un gouvernement réformateur éclairé et plein de bonnes intentions, mais s'effondrant à cause de la famine et manquant cruellement de légitimité car l'ombre du tsarévitch assassiné pèse en permanence sur le pouvoir). Espérons que l'exemple roumain sera édifiant pour tout le monde (les gorbatchéviens, les staliniens, les nationalistes et les Occidentaux aussi) afin qu'une guerre civile puisse être évitée.

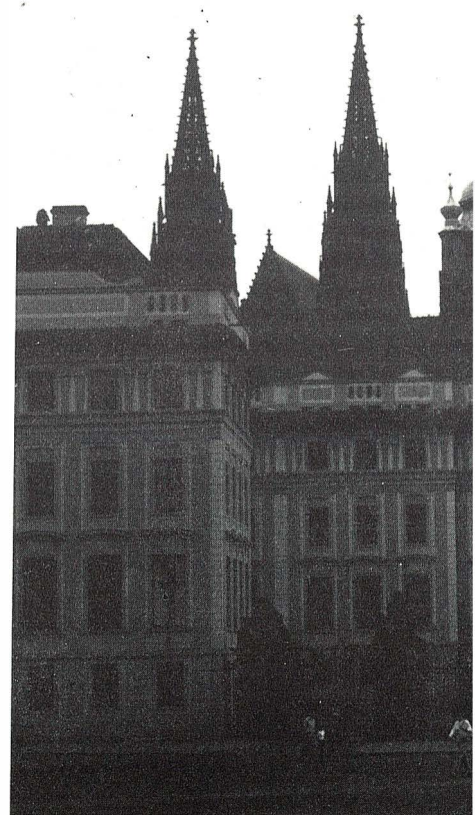
Pour l'Europe centrale, il s'agit avant tout de son resurgissement en tant que telle: espace flou, mouvant, complexe, aux contours incertains, intercalé entre l'Allemagne et la Puissance de l'Est. Là, nous devons de nouveau affiner notre grille de lecture: il y a des révolutions lentes, très progressives, logiques et raisonnables (se déroulant avec un désintéret croissant de la population) en Hongrie et en Pologne; les révolutions soudaines, folles, miraculeuses mais pacifiques (des révolutions à la «Belle au bois dormant») en Allemagne de l'Est, Bulgarie et Tchécoslovaquie; enfin la révolution noire, sanglante, en Roumanie. Cette dernière a le triste mérite d'être aussi la plus instructive en ce sens qu'elle démontre à quelles forces impitoyables et profondément perverses et à quelle société décomposée, désorientée, dominée par ses fantasmes paranoïaques collectifs qui remplacent la réalité, nous avons au fond affaire dans tous ces pays.

Nous nous retrouvons ici au plan des nationalités; pourtant ce n'est pas la revendication nationale qui fait bouger les choses. Il s'agit dans tous ces pays d'une reconquête de la dignité humaine, de la liberté des individus, de façonner leur vie (notons que la démarche n'est pas si éloignée de certains mouvements français de ces derniers temps), mais il y a aussi reconquête de la continuité ou des continuités, de la mémoire, du droit de la communauté de se comprendre dans une existence historique continue. Un pas en avant provoque un formidable retour du passé (ou plutôt des passés). Qu'il faut entre autre *dire*, et les moyens manquent parfois cruellement.

Tandis qu'en Pologne et en Hongrie, on peut affirmer que les discours ont précédé l'action

L' Histoire est chez nous de retour. Ce mot de Vaclav Havel ne se rapporte pas seulement au cas particulier de la Tchécoslovaquie, mais à l'Europe entière.

Martin Hybler, d'origine tchèque, a participé au mouvement civique de la Charte 77 et au V.O.N.S. (Comité pour la défense des personnes injustement poursuivies). Depuis 1982, il est exilé en France.



■ Prague : le palais présidentiel.

de l'Histoire

qui, par la suite, peut être relativement cohérente et différenciée, le danger de la situation en Allemagne (et dans une moindre mesure en Bulgarie et en Tchécoslovaquie) consiste en ce que l'action dépasse largement tout discours qui s'effiloche et, dans sa déstructuration, tend à s'attacher à des fragments isolés, très chargés émotionnellement et choisis un peu au hasard de ce qui est disponible (cf. le thème de réunification de l'Allemagne ou encore les histoires de corruption en R.D.A., dans une société où tout le monde vole à la mesure du poste qu'il occupe).

Il semble qu'en Bulgarie domine un discours plaqué, gorbatchévien, qui n'a que peu à voir avec la situation réelle du pays. En Roumanie, c'est le

manque presque total de discours: les nouveaux dirigeants, hébétés, débitent des lambeaux d'ancien discours de Ceausescu, retournés de 180°. Mais leur tâche est extrêmement rude - comment peut-on nommer l'innomable, l'horreur pure, le mal absolu en sa présence même ?

En Tchécoslovaquie, me semble-t-il, on trouve de ce point de vue un parallélisme fragile de l'action et du discours, qui réussit tant bien que mal à évoluer en même temps qu'elle et à lui répondre. Il n'empêche que sa cohérence est plus apparente que réelle et que s'y confondent différents thèmes en fonction de différentes continuités ressurgissantes. Le mouvement étudiant a pu progresser et acquérir une audience nationale grâce à la tradition de la contestation étudiante qui remonte très loin (cf. le rôle de l'Université déjà dans la Révolution hussite). A partir de 1848 presque tous les mouvements historiques en Bohême ont été ébauchés par les étudiants jouant souvent le rôle de porte-paroles de la nation. A quoi s'est ajouté le soutien immédiat des milieux dissidents qui ont fourni une certaine logistique de base et surtout leur discours tout prêt, élaboré au cours des 15 dernières années sur la base des Droits de l'Homme. Les circuits de l'information indépendants auxquels se sont joints progressivement les journaux, la radio et la télévision se sont avérés très importants. Très rapidement d'autres continuités ont surgi: le discours réformiste communiste de 1968 (caution que Dubcek a apporté au mouvement), la référence au premier Président Masaryk, et enfin la continuité de Bohême médiévale: la crise a éclaté cinq jours seulement après la canonisation solennelle de Ste Agnès

de Bohême, disciple de Ste Claire et princesse de la dynastie Přemyslide du 13ème siècle. Le fantasme, également présent, s'est exprimé avant tout par une sorte d'angélisme, de désir de lumière, dans le son des cloches ou plus simplement dans l'agitation des trousseaux de clés - quel geste étonnant de dérision sonnante le glas du plus puissant système politique moderne ! Cette effusion d'angélisme sentimental en Tchécoslovaquie est moins répugnante si l'on comprend, l'exemple sinistre de la Roumanie en main, **contre quoi** elle sert de défense.

Pour l'avenir, on peut craindre qu'avec le resurgissement des continuités les querelles ne ressuscitent aussi - et pas seulement, celle de la frontière Oder-Neisse. Quelle longue liste ! Problème de la Transylvanie et du Banat, de la frontière slovaque-hongroise avec la forte minorité hongroise en Slovaquie (conséquence du traité de Trianon), du « transfert » des Allemands de l'Europe centrale, des Pays-Baltes (faut-il sacrifier leur destin au principe d'intouchabilité des frontières ?), de la frontière est de la Pologne, et ainsi de suite. Il faut dire que les auspices à cet égard sont plutôt bons: la génération qui arrive au pouvoir dans ces pays n'est pas revancharde. Elle s'est formée souvent sur la base commune de l'expérience d'un régime inhumain et cadavérique, par une dissidence qui lui a appris la tolérance. La collaboration et la solidarité de ces gens ne datent pas d'hier.

Dans le sentiment des peuples concernés nous trouvons aussi des signes d'entente et de compréhension mutuelle: manifestations de solidarité en RDA avec le mouvement tchèque (c'est peut-être la première fois dans l'histoire que les Allemands ont manifesté leur so-

lidarité avec les Tchèques...), la journée de prière décrétée par l'Eglise orthodoxe bulgare en expiation de l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968, le très fort sentiment européen en Pologne, Allemagne, Hongrie et Roumanie, etc.

Ces révolutions ont permis d'observer un effet d'emballement, de surenchère passant d'un pays à l'autre. La reprise des revendications et l'imitation des attitudes y sont très courantes. La symbolique des bougies traverse ce monde de bout en bout. Il y a une conscience très forte du destin commun; dès le début des événements en Roumanie, la foule manifestait son soutien à Prague, Berlin, Varsovie, Budapest, Sofia et Belgrade, et l'on a aussitôt commencé d'organiser l'aide.

Il reste néanmoins imaginable que dans un avenir relativement proche la détérioration économique et l'avènement de la démocratie fassent naître des courants nationalistes ou écologiques radicaux, susceptibles de parvenir au pouvoir après l'échec éventuel des coalitions d'(ex)dissidents avec les réformateurs (ex)communistes. Car le problème principal auquel ces sociétés se trouveront confrontées est immense: une restructuration rapide de tout le tissu social sur le désert laissé par les communistes, accompagnée d'une reconstruction ou plutôt re-fondation des institutions légitimes à tous les niveaux (rappelons que **tous** ces pays, y compris la Pologne et la Hongrie, n'ont été jusqu'ici gouvernés que par des institutions plus ou moins illégales). Et cela dans des conditions de délabrement économique nécessitant une réforme de fond dont personne ne sait si elle va fonctionner.

Martin HYBLER

Encore

La Révolution en Bourgogne

«L'histoire de la Bourgogne reste à écrire», affirme J.-Ph. Lecat. Ses images de la Révolution donnent une vision insolite de cette région prise dans la tourmente.

Les ouvrages d'histoire locale se heurtent souvent à deux écueils: le commentaire d'archives qui, si excellent soit-il, n'intéresse que quelques passionnés, et la nostalgique recherche d'anecdotes qui ne servent que la «petite histoire». J.-Ph. Lecat, avec «l'ardeur et le tourment», surmonte cette difficulté et réussit à faire revivre des Français avec leurs espoirs, leurs lâchetés, leurs rancœurs, leurs illusions. Les animateurs de la très vigilante société des amis de la Constitution de Semur-en-Auxois, les paysans prêts à prendre les armes dans la «petite Vendée» de Molinot, le pitoyable curé réfractaire guillotiné avec ses «complices» sont les acteurs, les victimes d'un dérapage collectif que J.-Ph. Lecat n'essaie ni de justifier, ni de dénoncer.

La rumeur, qui facilitera bien des entreprises, n'est pas négligée: l'énigme Louis XVII pourrait se résoudre «du côté de Dijon»...

Deux siècles plus tard, les idéologies sont moribondes et il n'est plus question de faire table rase de son passé. Retrouver, traduire «l'ardeur et le tourment» de ce passé dont l'analogie avec notre époque est parfois surprenante, permet peut-être de mieux assumer son histoire et de regarder autrement les rues de sa ville ou de son village.

C. JEANDEL

J.-Ph. Lecat, *L'ardeur et le tourment*, éditions du «Bien Public» à Dijon, prix franco: 89 F.

Gotha

Les Maisons royales d'Europe

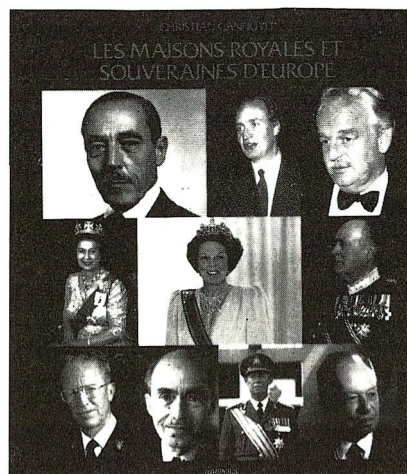
A l'aube du troisième millénaire, on redécouvre l'Europe des Dynasties.

Tandis que le rideau se lève à l'Est, nous retrouvons des peuples «cousins» dont nous avons pendant des siècles partagé le destin. Cette Europe est en effet une famille, celle des dynasties qui depuis un millénaire ont façonné le visage politique de notre continent. Le livre de Christian Cannuyer n'est rien d'autre qu'un album de famille qui nous fait pénétrer agréablement au cœur même des quelques cinquante Maisons royales et souveraines d'Europe.

L'auteur évoque l'histoire de ces familles, leurs origines, les personnalités marquantes qu'elles ont comptées, leurs usages, leur héraldique, leur généalogie, mettant en lumière les innombrables liens du sang.

Comme il est vrai que la royauté est un pouvoir à visage humain, Christian Cannuyer a soigné l'iconographie, offrant au lecteur l'étrange sensation de parcourir un album de famille à chacun familier...

Mais cet album comporte aussi une réflexion claire et précise sur la pertinence politique de l'institution monarchique en Europe, et - cela nous touche particulièrement - le chef de la Maison de France en a écrit la préface. Le Prince souligne notamment que «la monarchie apporte, associée à la démocratie, l'équilibre et la pérennité dans le temps. Démocratie et monarchie sont les deux faces de la même médaille. A la démocratie non couronnée, il manque la pérennité et l'incarnation de l'identité nationale en une famille. La monarchie apporte, aussi, ce plus indéfinissable que le droit ne peut cerner: la constante contribution morale «professionnelle» du souverain formé à ce que Louis XIV appelait en une admirable formule



le métier de roi». On retiendra également l'analyse passionnante du professeur Roland Mousnier, de l'Institut de France, sur le phénomène monarchique dans l'Histoire, ou encore l'introduction de l'auteur dans laquelle nous est livré un vibrant plaidoyer monarchiste.

Dans un tableau général du fonctionnement des monarchies européennes, Christian Cannuyer évoque tour à tour le rôle politique des rois d'Europe, leur charge symbolique au regard de

l'Histoire et de leur peuple, leur dimension humaine et transcendante, mais aussi leur nature même qui fait d'eux des hommes indépendants par naissance autant que par vocation, des arbitres du jeu politique - l'auteur, Belge, ne saurait oublier le rôle éminent joué dans son pays par le roi Baudouin - des incarnations vivantes de l'indépendance nationale...

Ce qui est également frappant, c'est de «constater avec quelle ardeur les princes de 1989 se consacrent à l'édification de cette Europe unie dont leur lointain ancêtre jeta les assises... Ne se sentent-ils pas génétiquement profondément européens, ces monarques qui, quelque éloignés que soient les pays sur lesquels ils règnent ou ont régné, se savent frères par le sang et la fonction?» N'y a-t-il pas là quelque leçon d'Histoire à tirer devant le vide politique laissé par la faillite des régimes communistes à l'Est?

Stéphane BERN

Christian Cannuyer *Les Maisons royales et souveraines d'Europe*, Ed. Brepols, prix franco: 307 F.

BON DE COMMANDE
à retourner à «Royaliste»,
17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

NOM/Prénom :

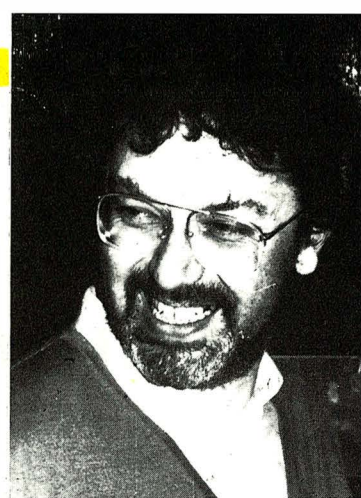
Adresse :

☐ commande l'album «Les Maisons royales et souveraines d'Europe» et verse pour cela la somme de 307 F

Joindre le règlement à l'ordre de «Royaliste».

Vers l'Etat universel homogène ?

■ Gérard Leclerc



Parmi les thèses en compétition au sein du débat sur les transformations radicales du monde, j'évoquais dans notre précédent numéro celle d'une fin de l'histoire marquée par le triomphe du libéralisme économique et politique. Explicitement défendue par Francis Fukuyama dans une conférence à Chicago, dont le numéro d'automne de *Commentaire* a donné la traduction suivie de l'amorce d'une discussion, elle retient l'attention par sa force logique, de nature très hégélienne. C'est d'ailleurs à l'excellent commentaire du maître de la philosophie de l'histoire, Alexandre Kojève, que l'auteur se réfère pour rendre intelligible la situation politique du monde. Les événements qui ont surgi depuis cette conférence bien antérieure à l'ouverture du mur de Berlin, n'ont fait que donner plus de poids à des arguments qui sont ainsi portés par l'irrésistibilité du mouvement historique.

L'effondrement du système communiste à l'Est semble, en effet, conforter la thèse de Kojève d'un Etat universel et homogène qui avait trouvé son terrain d'expansion dans l'Europe occidentale de l'après-guerre. Cet Etat se distingue comme libéral « dans la mesure où il reconnaît et protège par un système de lois le droit universel de l'homme à la liberté » et comme démocratique parce qu'il n'existe qu'avec le consentement des gouvernés. Toutes les contradictions inhérentes à une temporalité pleine de bruits et de fureurs auraient disparu avec le triomphe du droit et la satisfaction des besoins. Dans l'ère post-historique qui s'ouvre, l'activité économique devient le seul véritable souci public. On remarquera au passage la tonalité très saintsimonienne de cette fin de l'histoire.

Pour autant, cette prépondérance de l'économie ne sous-tend pas un a-priori matérialiste, bien au contraire. Dans la lumière de Hegel, ce qui triomphe c'est la raison informant enfin la société. Ce qui est réel est devenu rationnel. La conscience humaine prépare les transformations de fond et il y a, contrairement aux préjugés marxistes, un pouvoir autonome des idées, qui est en rapport direct avec le comportement économique.

Si l'on trouve exagéré ce bel optimisme, Kojève se chargeait déjà de répondre. Quels que soient les retards observés ici ou là, l'évolution idéologique de l'humanité s'est achevée avec les idéaux des Révolutions américaine et française : « Aussi importait-il peu à Kojève que la prise de conscience de la génération européenne d'après-guerre ne se soit pas répandue dans le monde entier, si le développement était effectivement achevé, l'Etat homogène finirait par triompher dans tout le monde matériel ».

Que vaut un tel a-priori idéologique ? Question un peu embarrassante, parce qu'elle évolue simultanément sur le domaine du droit et celui de l'histoire. Est-il possible d'établir la nécessité historique d'une conception axiale du droit ? Seul un acte de foi en l'invincibilité de la Raison, à l'encontre de tous les dérapages et de toutes les folies, justifie cet optimisme qui, Hegel aidant, ressemble fort à une espérance eschatologique idéalisée. Pourtant, Francis Fukuyama se justifie simplement en constatant la défaite écrasante des systèmes qui se sont opposés à l'Etat de droit et à la démocratie, à savoir le nazisme et le communisme. Ce n'est pas principalement l'immoralité de ces systèmes qui les a conduits au rebut, mais en définitive leurs défauts de performances et même leurs performances carrément négatives et désastreuses.

Par ailleurs, ce qui s'est passé en Asie, et notamment en Corée, montre que le libéralisme économique engendre le libé-

ralisme politique, en dépit d'un certain retard. Dès lors, on peut penser que la Chine, même si elle résiste, finira par entrer dans le processus. Quant à l'Union soviétique de Gorbatchev, marquée d'ambiguïtés majeures, il est possible qu'elle constitue longtemps encore un modèle imparfait, mais son armature léniniste est trop ébranlée pour que le système puisse se reconstituer.

Toutes les objections tombent donc, les unes après les autres. Restent ces deux obstacles que sont le fondamentalisme religieux et le nationalisme. Ils n'impressionnent guère Fukuyama. Pourtant, la réponse au défi religieux, tient un peu de la dérobade, même s'il énonce un jugement incontestable : « S'il est indéniable que le vide qui réside au cœur du libéralisme est une faiblesse idéologique, il n'est nullement évident qu'on puisse y remédier par la politique ». Mais justement, la querelle actuelle de la laïcité n'est-elle pas significative d'une faiblesse ou d'une incertitude quant à une politique religieuse. Si l'Etat de droit n'est pas capable d'établir la séparation des domaines et le dialogue des instances, il risque de s'identifier à une orthodoxie positiviste et d'attiser la réaction religieuse.

Quant au nationalisme, sa faiblesse tiendrait dans son inaptitude à formuler un programme d'organisation socio-économique. Sur ce point encore, l'affaire est vite expédiée, avec au passage une attaque venimeuse contre le gaullisme « dont l'affirmation de soi s'est essentiellement limitée à des chicanes politiques et culturelles ». Rien ne tiendrait donc face à la réalisation irréversible de l'Etat universel homogène, à moins que des conflits violents opposent les Etats encore situés dans l'histoire à des Etats post-historiques. « Mais pour ce qui est des conflits à grande échelle, ceux-ci exigent la présence de grands Etats encore sous l'emprise de l'Histoire : ce sont eux qui semblent sur le point de quitter la scène ».

Au terme d'une démonstration aussi triomphaliste, on imagine Francis Fukuyama entonner un hymne de louange ! Mais c'est le contraire absolu qui se produit, invalidant même toute la démonstration qui a précédé. Cette après-Histoire, loin de l'enthousiasmer, provoque en lui une mélancolie indélébile, attisée par la nostalgie de l'époque où l'histoire existait encore : « Et peut-être la perspective même des siècles d'ennui qui nous attendent après la fin de l'histoire va-t-elle servir à remettre l'histoire en marche... » Prodigieux coup de théâtre ! Même si Francis Fukuyama conclut brutalement ici sa réflexion, on ne peut s'empêcher de penser qu'il y avait derrière son implacable dialectique un parti-pris de cacher tout ce qui s'inscrit à l'encontre du déterminisme historique, fut-il plus culturel que matérialiste : le caractère d'indétermination fondamentale de l'Histoire, la possibilité constante du pire, l'inconnu et l'imprévisible des lendemains, les nouveaux défis que le droit actuel ne surmontera sûrement pas, surtout s'il s'enferme dans le subjectivisme. Et cela n'est qu'une part des objections. La liquidation de l'Histoire n'est pas pour demain, si l'on considère les retours qui se préparent aujourd'hui et qui à certains égards sont terrifiants. Gare au nationalisme russe de demain, attisé par la révolte des minorités, et fourvoyé une nouvelle fois dans un antisémitisme en pleine activité... Enfin, il faudrait déterminer ce qui dans l'Histoire, loin de s'opposer à l'ordre du droit, donne à l'existence sociale cette diversité qui s'oppose à l'uniformité et à l'ennui, sans forcément détruire l'universel.

Gérard LECLERC

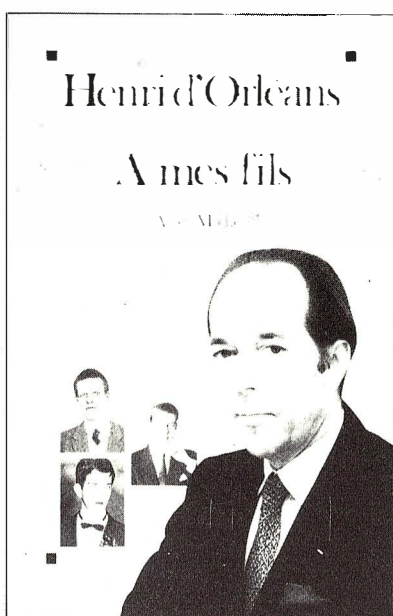
Lettre ouverte

Sur le ton de la confidence, voici publiée la lettre que le comte de Clermont a écrite aux fils dont il est séparé...

Les reines d'autrefois accouchaient en public et, par le biais des chansons et des libelles, nul dans le peuple n'ignorait ce qui se passait dans la famille royale. Cette transparence de la vie privée était sans aucun doute très difficile à supporter pour les rois et les princes, qui eussent sans doute préféré, pour leurs amours et leurs peines, une ombre même légère ou des regards discrètement détournés.

Les conditions de l'exercice du pouvoir - la vie de cour - imposaient cette transparence, que le comte de Clermont a choisi pour sa part. Ce premier livre qu'il publie n'est pas un essai politique - encore que les considérations de cet ordre n'en soient point absentes - mais, comme le titre l'indique, une confidence faite à ses fils qu'il ne peut plus rencontrer.

La confidence, selon Littré, se définit comme la communication d'une chose secrète. C'est en effet de la part privée d'un être qu'il s'agit, et de la difficulté des relations interpersonnelles dans la famille de France. Difficulté d'être à la fois enfant et prince héritier face à la forte personnalité du comte de Paris, drames de la vie familiale, ici détaillée, incompréhension entre mari et femme qui a abouti à la séparation que l'on sait, au remariage du comte de Clermont et, comme dans beaucoup de familles où les parents se sont séparés, à la perte des relations normales entre un père et ses enfants. D'où la volonté de rétablir un lien par cette lettre à la fois confidentielle et transparente au regard du lecteur.



Il ne faut pas être grand psychologue pour deviner que le comte de Clermont s'adresse aussi à son père, en évoquant leurs relations passées et l'action du chef de la Maison de France, et en montrant, dans la dernière partie de sa lettre, combien il souhaite agir. Et c'est encore par rapport à son père que le prince Henri se situe lorsqu'il en vient à examiner certaines questions d'actualité.

On comprendra qu'un journal royaliste, voué à l'illustration politique d'une cause politique, s'abstienne de publier quelque opinion que ce soit sur les épreuves qui affectent la famille de France. Seul l'avenir dira si la confidence du comte de Clermont a permis de resserrer des liens aujourd'hui douloureusement distendus.

Jacques BLANGY

Henri d'Orléans, *A mes fils*, Ed. Albin-Michel, prix franco: 95 F.

Cocteau

Il y a cent ans, la naissance de Jean Cocteau annonçait le 20ème siècle. Celui-ci, en retard sur le calendrier comme tous ses pareils, débute en l'année 1919 qui voit la rencontre de Cocteau avec Radiguet amené par Max Jacob, poète, mystique et astrologue.

Cocteau est né en 1889, sous le signe du Cancer, c'est-à-dire de la lune, de l'eau, du féminin... le signe de la poésie. Qui, plus que lui, mieux que lui, nous fait toucher du doigt, du regard, de tous nos sens enfin éveillés, l'invisible où il nous fait souvent pénétrer par effraction. «Toute ma poésie est là: Je décalque / L'invisible (invisible à vous).», nous crie-t-il dans *Opéra*. Nous voilà prévenus, pour le cas où nous voudrions demeurer accrochés à nos certitudes et à ces hasards que nous nommons ainsi pour échapper aux évidences poétiques.

Cocteau sur le fil, tel un équilibriste, mais essentiellement sur la ligne de partage du conscient avec l'inconscient où lui-même situait l'acte poétique. Messager d'un ailleurs que nous pressentons, tel pour nous demeure Cocteau.

Que dire à ceux qui, vingt-six ans après son départ, voudraient découvrir son œuvre et ne sauraient comment l'appréhender, tant elle offre les fils divers d'une toile jamais achevée? Se laisser aller au gré des rencontres avec une œuvre aux facettes infinies. Telle scène



■ Dessin de Jean Cocteau pour illustrer «Opium».

des Parents terribles, telle image d'Orphée, tel vers du *Requiem*, ultime message du poète, bien d'autres fragments épars permettent à chacun de rencontrer son Cocteau.

La rencontre aura lieu aujourd'hui, demain... Il n'y a pas d'urgence. «Tous les arts peuvent et doivent attendre» écrivait-il. Le sien commence à peine à vivre.

Pierre LIMOUSI

la nouvelle action royaliste

sur minitel

Pour en savoir plus...

36.15 tapez AGIR*NAR

Paris:

Le scandale du 6 janvier !

MERCREDIS DE LA NAR

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 -Entrée libre et gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 22 F).

• **Mercredi 24 Janvier** - Spécialiste incontestée des Etats-Unis, **Marie-France TOINET** est l'auteur de nombreux ouvrages sur le sujet. Son «**Système politique des Etats-Unis**» fait autorité et elle a récemment publié «**L'Etat en Amérique**». Si, Outre-Atlantique le mythe du "moins" d'Etat demeure fortement ancré dans la conscience collective, la puissance publique est parfois plus développée que dans d'autres nations occidentales.

Epouvantable scandale dans les locaux de la N.A.R. lors de notre «pot de l'an nouveau», le 6 janvier dernier : une partie de l'assistance n'a pas eu de galette des rois !

C'est en effet plus de cent personnes, bouleversant nos prévisions les plus optimistes, qui sont venues dans nos locaux fêter la nouvelle année et «tirer les rois».

Ambiance sympathique et détendue, bonne humeur, plaisir de se retrouver ensemble, contribuèrent à faire de cette soirée une réussite incontestable. "Nouveaux" (pour beaucoup d'entre eux c'était la première fois qu'ils prenaient contact avec nous) et anciens fraternisaient autour de la sangria «royale», tandis que les animateurs de la Fédération Ile-de-France s'efforçaient de faire

connaissance avec tout le monde.

Nombre de convives prenaient aussi la résolution de participer désormais activement au militantisme renaissant en région parisienne et prenaient date pour les prochaines activités prévues.

Nous souhaitons, bien entendu, que viennent s'y joindre tous ceux de nos lecteurs qui souhaitent voir progresser notre mouvement. Qu'ils prennent contact avec nous et nous envisagerons ensemble la forme pratique de leur participation.

Yvan AUMONT

• **Mercrèdi 31 Janvier** - **Daniel SIBONY** est à la fois mathématicien et philosophe, mais il est surtout connu comme psychanalyste. Dans son dernier ouvrage «**Entre dire et faire**» il pose le problème des rapports de l'homme et de la technique. Entre les gémissements sur l'homme écrasé par la technique et les exaltations bêtifiantes sur l'homme maître de son destin, n'y

a-t-il pas une troisième voie ? C'est la question que tente d'éclairer l'auteur.

⚡ **ATTENTION** - Exceptionnellement la conférence commencera seulement à 20h30.

• **Mercredi 7 Février** - Les passions semblent menacer l'ordre social mais elles y sont pourtant vécues. D'Abélard à Faust, du libertinage à la passion moderne des choses, **Jean**

DUVIGNAUD a mené une vaste enquête qui conduit à une réflexion sur l'éthique. C'est l'objet de son dernier livre «**La genèse des passions dans la vie sociale**» qu'il viendra nous présenter.

• **Mercredi 14 Février** - Qui ne connaît **Jean LACOUTURE** par le biais des biographies des hommes célèbres qu'il a réalisées ? Ou plutôt, qui ne croit le connaître parce qu'en fait l'auteur s'efface toujours devant son sujet. Mais cette fois-ci, dans «**Enquête sur l'auteur**» c'est de lui-même dont il s'agit. Journaliste et non historien, il y avoue les fautes de perspective du journaliste. Cela ne rend que plus attachant l'homme que l'on découvre derrière le journaliste et le biographe.

MESSE LOUIS XVI

La traditionnelle messe à la mémoire de Louis XVI aura lieu le dimanche 31 janvier en l'église St-Germain-l'Auxerrois (face à la colonnade du Louvre) à 12 h 30.

La vente à la criée de «Royaliste», qui aura lieu à la sortie, sera une bonne occasion pour faire mieux connaître notre journal.

JEUNE ET ROYALISTE ?

Prenez contact !

NOM/Prénom :

Adresse :

☐ je désire prendre contact avec le mouvement «JetR» et recevoir des informations à son sujet.

☐ je désire recevoir régulièrement la lettre bimestrielle d'information de «JetR» (15 F pour un an).

Bulletin à retourner, accompagné du règlement éventuel, à

«Jeune et Royaliste»

17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

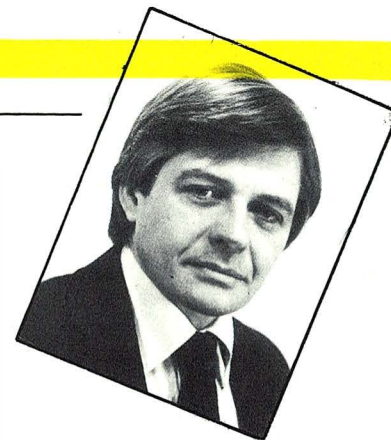
Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

désire recevoir sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à :

«Royaliste», 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris



Vent d'Est

Quant aux révolutions du centre et de l'est européens, les informations abondent, ainsi que les commentaires pertinents. Il est curieux, cependant, qu'on s'interroge rarement sur les conséquences de ces révolutions en Europe occidentale, et singulièrement dans notre pays.

Tandis que la tempête souffle à l'Est, certains, ici, donnent l'impression d'être des voyageurs parvenus à bon port, qui donnent des conseils et théorisent, avec une inaltérable bonne conscience, et cette suffisance des grands frères qui observent, de haut et de loin, les balourdises des gamins. Nul doute que ces messieurs iront bientôt distribuer les bons et les mauvais points dans les petites classes orientales, et mettront les cancrs au piquet dans les rubriques hebdomadaires prévues à cet effet. La semaine prochaine, Walesa sera-t-il « en baisse », et Havel « en hausse » à la bourse des valeurs démocratiques ?angoissante question ! Et, surtout, attitude insultante à l'égard d'hommes et de peuples qui se sont libérés eux-mêmes, sans attendre qu'on leur fasse des cours de stratégie.

UN SIMPLE OUVRIER

De grâce, sachons résister à cette mentalité néo-coloniale, et ne jetons jamais un « on a gagné » à la face de ceux qui luttent, qui nous lisent et qui attendent autre chose de nous. Nous n'avons pas exporté la démocratie, puisqu'elle demeurerait vivante au plus profond de l'Europe asservie. Nous ne sommes pas des Etats et des peuples supérieurement développés, pleins de sollicitude à l'égard de parents pauvres, mais des Etats et des peuples qui seront un jour ou l'autre transformés, et de manière décisive, par les révolutions qui ont commencé en 1989 et qui ne s'arrêteront pas à l'ancien rideau de fer.

Sans proposer une nouvelle vision de l'histoire, ou même une explication d'ensemble des événements à partir de théories ou de concepts qui seraient plus « opératoires » que ceux qui

viennent de s'effondrer, je voudrais énumérer quelques faits qui me paraissent significatifs :

- La révolution gorbatchévienne a révélé qu'une décision effectivement politique pouvait exister dans un système totalitaire, et être à l'origine de sa destruction.

- La révolution polonaise a été conduite par un « simple ouvrier », assumée par des intellectuels et soutenue par la foi religieuse d'un peuple.

- En Hongrie, dès le début de la période de libéralisation, un des premiers débats a concerné la couronne de saint Etienne, symbole de la nation.

- En Tchécoslovaquie, c'est un intellectuel éminent qui vient d'être élu président de la République.

- En Roumanie, c'est l'arrestation à Timisoara du pasteur Lazlo Tokes qui a provoqué la première manifestation, annonciatrice de la chute du régime.

- En Allemagne de l'Est, la contestation du régime est partie des églises.

- N'oublions pas, non plus, qu'une partie de la population bulgare réclame depuis qu'elle peut s'exprimer librement le maintien des mesures antiturques prises par Todor Jivkov.

Ces faits ne sont pas secondaires. Ils illustrent le caractère décisif du Politique en tant que tel et de sa dimension symbolique, de la foi religieuse, plus généralement de l'aspiration à la liberté, et du souci de l'identité nationale. Ils disent, aussi, que la compétence n'est pas la qualité première de l'homme politique et de l'homme d'Etat, que la technique n'est pas le facteur déterminant des révolutions, que les peuples ne se révoltent pas au nom du Marché et de son idéologie, mais au nom d'une éthique et selon des aspirations politiques que l'utilitarisme libéral n'a cessé de récuser. Ils laissent prévoir aussi que la démocratie ne sera ni pure ni parfaite, qu'elle sera toujours menacée par l'intolérance, par les exclusions à caractère ethnique et par les revendications nationalistes. Point de victoire du libéralisme économique, mais au contraire un cinglant démenti. Point de paradis démocratique à venir, mais une lutte sans fin contre la violence sociale, politique, nationale face à laquelle l'Etat doit faire prévaloir la force d'une légitimité.

Cette histoire qui se fait à l'Est ne sera pas sans conséquences pour nous. D'abord parce que les révolutions politiques qui s'y déroulent sont en train de redessiner la carte de l'Europe, de lui redonner son identité, de bousculer la bureaucratie de la C.E.E., puis transformeront très vite les cours des échanges économiques et techniques. Ce dernier point devrait d'ailleurs stimuler investisseurs et commerçants : grâce à l'action diplomatique de la France, à son prestige culturel, des marchés s'ouvrent, sur lesquels nous sommes souhaités. C'est le moment de mettre en pratique l'esprit d'entreprise. Mais sans tarder...

Observons aussi dans notre pays la force de la symbolique politique, qu'elle se manifeste lors de l'élection du chef de l'Etat ou qu'elle s'exprime dans l'affaire du foulard islamique (1). Ainsi s'annonce la fin de l'idéologie de la « communication », de l'illusion publicitaire, et l'entrée en crise de la doctrine libérale - dont le matérialisme est plus achevé que celui du vieux Marx.

Il n'est pas impossible que la victoire de l'ouvrier Lech Walesa et de l'intellectuel Vaclav Havel nous incite à réfléchir sur l'usurpation technocratique, sur l'illusion néfaste de la compétence qui prétend s'exercer hors de son domaine, sur la nécessité d'une complète restauration de la fonction politique.

Mais nous n'en sommes qu'au commencement, et les crises qui affectent les principales formations politiques de notre pays montrent que la période négative n'est pas encore terminée. Du moins rendent-elles déjà possibles des rencontres et des échanges en prélude à de nouveaux rassemblements autour de projets neufs.

Et puis il y a cette question que se posait Alexandre Adler en septembre : en regardant les révolutions de l'Est, les Français auront-ils à nouveau la tentation de l'histoire - de faire l'histoire à leur manière, surprenante et exemplaire ? La réponse leur appartient, mais il est permis de le souhaiter.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. Lucien Sfez, *La Symbolique politique* (Que Sais-Je ?) et *Critique de la Communication* (Le Seuil).